

AKTUELL

BIENENSTERBEN UND INSEKTIZIDE

Warten auf Brüssel

Richard Graf

Seit Jahren wird ein generelles Verbot der für Bienenvölker gefährlichen Insektenschutzmittel diskutiert.

Spätestens, seit es im April 2008 im baden-württembergischen Oberheingraben zu einem großen Bienensterben kam, sind die schädlichen Wirkungen der Neonicotinoide einer breiteren Öffentlichkeit bekannt. Damals waren mehr als 11.000 Völker betroffen, weil sie dem Wirkstoff Clothianidin ausgesetzt waren, der in der Region zur Mais-Saatgutbeizung eingesetzt wurde. Dieses Produkt der Firma Bayer ist eines von sieben Insektiziden auf Neonicotinoid-Basis, die seit Anfang der 1970er-Jahre auf dem Markt sind.

In der Folge gab es mehrere Versuche, den Gebrauch dieser Wirkstoffe zu verbieten oder zumindest einzudämmen. Denn Neonicotinoide hatten zum Zeitpunkt des erwähnten Vorfalles einen Marktanteil von weltweit 24 Prozent bei Insektenschutzmitteln und waren in 120 Ländern zugelassen. Bei Beizmitteln lag der Anteil sogar bei 80 Prozent. Der Umsatz beider Produktgruppen betrug 2009 weltweit 2,5 Milliarden US-Dollar.

Frankreich verbietet

In Frankreich wurde im Frühsommer letzten Jahres ein Gesetz verabschiedet, das den Gebrauch von Neonicotinoiden in der Landwirtschaft ab dem 1. September 2018 verbietet. Infolge des Machtwechsels in Frankreich stand das Gesetz zeitweilig auf der Kippe, doch hat Präsident Emmanuel Macron erst kürzlich seinen Willen bekräftigt, an den entsprechenden Beschlüssen des Biodiversitätsgesetzes vom Juli 2016 festzuhalten.

Zuvor hatte es auf EU-Ebene Diskussionen um den Einsatz von Neonicotinoiden gegeben, die aber zu keiner einheitlichen Regelung geführt hatten.

Seit 2013 gilt ein partielles Moratorium für einige der betroffenen Substanzen, doch für ein generelles Verbot konnte noch keine Einigung erzielt werden. Und im März dieses Jahres kündigte die EU-Kommission - nach neuen wissenschaftlichen Bewertungen - an ein Verbot von Neonicotinoiden anzustreben, von dem lediglich die Nutzung in geschlossenen Treibhäusern ausgenommen sein soll.



Angesichts dieser Entwicklungen hat der CSV-Abgeordnete Marcel Oberweis an die Ministerin für Umwelt, Carole Dieschbourg, und den Minister für Landwirtschaft und Konsumentenschutz, Fernand Etgen, u.a. die Frage gerichtet, wann die luxemburger Regierung ein entsprechendes Verbot zu erlassen gedenkt.

Mit Verweis auf eine EU-Regelung aus dem Jahre 2009, der zufolge ein nationales Verbot für Substanzen, die europaweit zugelassen sind, nicht ohne weiteres zulässig ist, präzisierten die beiden MinisterInnen in ihrer Antwort, dass das französische Biodiversitätsgesetz von 2016 nur einen Hebel darstellt, um auf die gesetzlichen Regelungen im Bereich des Marktes für Pflanzenschutzmittel einwirken zu können. In Luxemburg werden der Vertrieb und der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln durch das Gesetz vom 19. Dezember 2014 geregelt, das folglich geändert werden müsste.

Allerdings setzen die beiden Regierungsmitglieder auf eine europäische Lösung, nicht zuletzt, weil es, so die Begründung, auf nationaler Ebene wenig effiziente Kontrollmittel zur Überwachung eines solchen Verbots gibt.

Immerhin machen sie die Zusage, die von der Kommission ins Auge gefassten Einschränkungen gegen die in den Neonicotinoiden enthaltenen Wirkstoffe zu unterstützen und sich in der Folge auch für ein generelles Verbot einzusetzen.

Was die tatsächliche Bedrohung der Bienenvölker hierzulande anbelangt, sind die MinisterInnen eher optimistisch: Im Frühjahr 2017 wurden etwa zwanzig Prozent weniger Bienenvölker gezählt als Anfang Winter 2016. Dieser Wert sei eher „mittelmäßig“, denn in den Vorjahren lag die Quote zwischen neun und 34 Prozent. Ein Absterben von etwa zehn Prozent der Völker gelte als normal.

SHORT NEWS

Bure : la colère tourne à l'affrontement

(lc) - Pour protester contre le projet de l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) d'exploiter le site de Bure pour un futur enfouissement dans le cadre du projet Cigéo (Centre industriel de stockage géologique de déchets radioactifs), les activistes avaient appelé à une manifestation mardi dernier 15 août près du site dans le département français de la Meuse. Selon eux, elle était surtout destinée à empêcher l'Andra de détruire définitivement l'enceinte néolithique récemment découverte. Ils se seraient heurtés à des « fouilles systématiques des véhicules, blocage de la manifestation à la sortie de Bure, salves de grenades lacrymogènes et de désencerclement dans les champs et les villages ». Parmi les quelque 1.000 opposant-e-s au projet qui étaient présent-e-s, quatre ont été blessé-e-s (dont certain-e-s gravement), contre deux blessé-e-s du côté de la gendarmerie. Face à ce nouveau niveau de violence, les activistes se posent la question de savoir si l'Andra compte « noyer les risques d'incendie et d'explosions souterraines » à « coups de canons à eau ». Alors que l'agence déplore dans un communiqué « le recours croissant à la violence d'une minorité de manifestants ». À noter également, le silence assourdissant du télé-écologiste Nicolas Hulot sur Cigéo depuis son accession au ministère de l'Écologie.

Shoura : pour une fin de la « non-polémique »

(da) - Une « non-problématique ». Voilà ce qu'est, aux yeux de la Shoura (Assemblée de la communauté musulmane du Luxembourg), le débat autour du voile intégral et du projet de loi présenté, la semaine dernière, par Félix Braz (woxx 1436). L'assemblée vient, en effet, de publier un communiqué de presse relatif au projet de loi en question. Tout en regrettant l'absence, dans le texte proposé par Braz, de motifs ayant amené le gouvernement à légiférer - des motifs tout de même énumérés en long et en large devant la presse par le ministre -, elle rappelle certains articles de la Convention européenne des droits de l'homme régissant la liberté de culte et le respect de la vie privée. Pour la Shoura, qui qualifie le voile intégral de « bout de tissu porté par quelques femmes », les discussions le concernant n'ont « rien à voir avec l'intégration ou le féminisme ». Tout en reprochant au gouvernement de ne pas être allé à la rencontre des principales concernées, l'assemblée dit qu'elle pourrait comprendre la démarche du gouvernement dans le cas où il s'agirait de « mettre un terme à ces discussions superflues autour de ce morceau d'étoffe ». Ce qui correspond plutôt aux explications qu'a données Félix Braz la semaine dernière.

Exportations : la CCDH réitère ses mises en garde

(lc) - C'est un sujet dont on n'entend pas parler tous les jours, tellement la matière peut sembler drue. Toutefois, le « contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage » - qui vaut aussi pour les « transferts intangibles de technologie », le « courtage » et « l'assistance technique » - n'est pas à prendre à la légère. Car le projet de loi censé mettre en œuvre certaines résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies vise à éviter que des technologies dangereuses puissent tomber entre les mains de régimes qui ne respectent pas les droits de l'homme. C'est déjà le deuxième avis que la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) donne sur ce projet de loi. Et si elle se dit satisfaite que certaines de ses critiques aient été respectées, elle se voit encore une fois forcée de mettre en garde contre certaines largesses. Celles-ci concernent le courtage et le transfert de technologies, pour lesquels la commission parlementaire a refusé de restreindre les définitions, ce qui empêche de mieux cerner les activités dans ce domaine et de « responsabiliser les courtiers davantage et de garantir aux autorités d'avoir les dernières informations ». Bref : comme d'habitude, le Luxembourg préfère fermer les yeux sur certaines activités qui se passent sur son territoire.